

NF/pf

Berne, le 5 septembre 1978

Note de dossier

Rencontre à Rome entre le Chef du  
Département politique et le Président  
de la République Argentine  
4 septembre 1978

---

1. L'entretien a été organisé par l'Ambassadeur d'Argentine à Berne, à la demande du Président Videla (V). Il a eu lieu à l'hôtel où résidait le général à Rome. V. commence par remercier M. Aubert d'avoir accepté de le rencontrer, la connaissance personnelle permettant une meilleure compréhension. Puis V. relève qu'avec la solution du problème de la CIAE, il n'y a pratiquement plus de contentieux bilatéral. Etant donné l'importance que l'opinion de la Suisse peut avoir dans le monde, nous étions préoccupés, dit Videla, du mauvais effet qui pouvait résulter de ce dossier non liquidé sur les relations entre la Suisse et l'Argentine.

2. V. brosse ensuite un tableau de la situation intérieure de son pays et de la tâche que se sont assignée les forces armées argentines. La lutte contre le terrorisme représentait une première étape qui est virtuellement terminée. Une paix sociale relative a été rétablie, condition d'un redressement économique en cours. Jamais les réserves monétaires de l'Argentine n'ont été aussi élevées. Nous en sommes maintenant, poursuit le Général, à la deuxième étape, celle de la créativité pour laquelle l'Argentine a besoin de la compréhension des pays amis. Il ne s'agit pas tellement de crédits, car ceux-ci n'ont jamais été

- 2 -

refusés, mais bien d'investissements financiers et de technologie. L'Argentine offre en contrepartie des garanties grâce au rétablissement de l'ordre.

3. Le Chef du Département remercie V. d'avoir sollicité cette rencontre. Les liens entre la Suisse et l'Argentine sont à la fois anciens et importants. La colonie suisse est une des plus nombreuses (2'500 personnes à Buenos Aires). Les bons rapports entretenus par le Département et son chef avec l'Ambassadeur d'Argentine à Berne ont facilité la compréhension mutuelle. Le Chef du Département réitère sa gratitude pour le règlement du cas CIAE mais il y a un point sombre, que le Président Videla connaît bien, c'est précisément le cas Jaccard. Le Chef du Département expose alors les démarches qui ont été entreprises notamment auprès de lui par le comité Alexeï Jaccard, les prolongements de cette affaire dans l'opinion publique, si bien qu'aujourd'hui ce cas <sup>particulier</sup> est devenu une affaire politique. Il est dans l'intérêt des relations entre les deux pays de trouver un règlement satisfaisant et d'aboutir à des certitudes sur le sort de cet étudiant disparu depuis le 17 mai 1977.

4. V. est au courant de l'affaire. Il rappelle que l'Argentine a dû affronter un terrorisme subversif comparable à celui que l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays d'Europe ont également connu. Elle a dû mener une véritable guerre et elle n'a pas pu choisir les moyens, qui lui étaient imposés. Il y a plusieurs explications possibles concernant la disparition des prisonniers dont on est sans nouvelles; soit qu'ils soient entrés dans la clandestinité de leur propre fait, soit qu'ils aient été liquidés par la bande à laquelle ils appartenaient, tués au cours d'opérations, déchiquetés par des explosifs qu'ils maniaient, ou, enfin, victimes des excès de la répression qui existe malheureusement :

- 3 -

nous cherchons à les éviter, dit V., à y mettre fin, mais il faut admettre que nous devons contrôler encore mieux les éléments de nos armées. Il est vrai, ajoute V., que ce cas a débordé du plan personnel pour exercer une influence directe sur nos relations. Ce n'est pas par hasard que l'affaire est exploitée par un mouvement international contre l'Argentine qui cherche à l'isoler de ses amis et qui projette une image déformée; mais nous sommes les premiers intéressés à trouver une solution qui permettra de modifier notre image.

M. Aubert souhaite alors à son interlocuteur qu'il réussisse dans l'instauration de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme et il se dit persuadé que si le cas Jaccard et ceux qui lui ressemblent peuvent être élucidés, l'image de l'Argentine dans le monde serait certainement plus conforme à la réalité.

En prenant congé, le Président Videla rappelle que l'objectif qu'il poursuit c'est précisément l'implantation d'une démocratie authentique, stable, moderne et efficace, comme moyen d'améliorer la vie des individus.

L'entretien, qui a duré 25 minutes, prend alors fin.



F. Nordmann

Copie :

- Secrétaire général du DPF
- Direction politique II
- M. Heinis
- Ambassade de Suisse, Buenos Aires